

Un Conseil d'Administration sous haute tension

En point 2 de l'ordre du jour, l'**Évolution des excédents financiers de la CAMIEG**.

Seule FO a fait une déclaration (jointe) rappelant ses revendications :

- Améliorations des prestations a minima de 20 M€,
- Mise en commun des réserves des Actifs et des Retraités,
- Pérennisation de la Solidarité entre Actifs et Retraités,
- Baisse des cotisations des Actifs,

Une délibération (jointe), présentée par FO Énergie et Mines, a été votée à la majorité (FO, CGT, CFTC et CFE CGC) demandant l'ouverture immédiate de négociations avec les employeurs sous l'égide des Pouvoirs publics. La CFDT s'abstenant.

Après débat et suspension de séance, l'ensemble des délégations a dénoncé l'inertie du Ministère et son recul sur les engagements pris.

Les administrateurs de la Camieg ont exigé de la Direction de la Sécurité Sociale qu'elle appelle le Ministère de la Santé pour avoir une date de réunion effective afin d'ouvrir une négociation avec les employeurs.

Face à l'absence de réponse du Ministère, l'ensemble des délégations a décidé de suspendre sa participation à ce Conseil d'Administration et de ne reprendre celui-ci qu'une fois obtenue une date effective de réunion (cf. délibération jointe).

Un communiqué commun aux 5 délégations va être élaboré afin d'être largement diffusé.

Les autres points à l'ordre du jour, et en particulier le vote des budgets administratifs et prévention, la convention de gestion avec la CPAM de Nanterre, n'ont pas pu être abordés. L'ensemble des administrateurs a convenu de reprogrammer avant la fin de l'année ce CA dès qu'ils auront la confirmation d'une proposition de date de réunion.

FO Énergie et Mines espère que la posture exceptionnelle de l'ensemble des administrateurs de la CAMIEG amènera le Ministère de la Santé à une réaction rapide.

Construisons
notre avenir